

JANINE BRODIE

Lauréate Trudeau 2010

Université de l'Alberta

BIOGRAPHIE

Janine Brodie est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique et en gouvernance sociale à l'Université de l'Alberta. Elle a obtenu un doctorat en science politique de l'Université Carleton en 1981, soit une année après avoir accepté son premier poste d'enseignement à l'Université Queen's. En 1982, M^{me} Brodie accepte un poste à l'Université York où, dix ans plus tard, elle devient professeure titulaire, membre de l'Institut pour la recherche sociale, première directrice du Centre York de recherche sur les femmes et titulaire de la Chaire John-Robarts en études canadiennes. En 1995, M^{me} Brodie a été titulaire en résidence de la Chaire en politiques publiques de l'Université Western Ontario. De 1997 à 2004, elle a été directrice du Département de science politique à l'Université de l'Alberta. En 2002, M^{me} Brodie a été élue membre de la Société royale du Canada pour « l'étendue de sa mission professorale et la force de son leadership en recherche », selon le bulletin d'annonce de la SRC. Elle est actuellement directrice de l'Académie II, division 1 de la SRC.

La recherche de M^{me} Brodie examine de façon critique plusieurs enjeux étroitement liés aux politiques canadiennes et aux politiques publiques : la citoyenneté, l'égalité des sexes, la représentation politique, la politique sociale, la mondialisation et les transformations actuelles en matière de gouvernance. Son travail novateur et influent dans ces domaines est substantiel et important. Elle a écrit ou coécrit huit livres et en a édité ou coédité trois. M^{me} Brodie a également publié dans de nombreuses revues scientifiques au Canada et à l'étranger. Elle a écrit environ soixante-quinze chapitres de livres traitant, notamment, de la gouvernance nationale et des effets

complexes des pratiques de gouvernance néolibérales sur la citoyenneté et l'équité sociale. Elle a coédité un texte d'introduction à la science politique, *Critical Concepts*, qui en est à sa cinquième édition et qui a été largement utilisé par les départements de science politique au Canada. La recherche actuelle de M^{me} Brodie porte sur les stratégies de politiques sociales et les stratégies provinciales de lutte contre la pauvreté, ainsi que sur les défis en matière de citoyenneté démocratique. Elle a été nommée lauréate Trudeau en 2010.

RÉSUMÉ

Ce texte examine la relation entre la littérature sociale, la justice sociale et les sciences sociales, tant du point de vue historique que dans le contexte actuel d'insécurité financière et d'austérité publique. Les crises financières successives ont miné la légitimité des postulats de gouvernance favorables aux marchés qui ont éclairé la prise de décision politique depuis plus d'une génération. Les citoyens et les gouvernements se sont aventurés en terrain inconnu, cependant l'incertitude omniprésente n'a pas freiné les revendications en matière d'équité, de prise de parole et de justice sociale; en fait ces demandes se sont intensifiées. En ces temps d'incertitude, les sciences sociales n'ont pas encore pleinement participé aux débats publics. Elles ont toutefois clairement démontré les coûts sociaux et politiques liés à l'écart dans les revenus, à l'insécurité financière et aux inégalités sociales, trois indicateurs d'importance dans le contexte actuel. Les sciences sociales peuvent jouer un rôle très important dans la quête d'une société plus juste en ce début du XXI^e siècle marqué par le doute. Il est temps de redécouvrir leur mission, laquelle vise à penser de meilleures sociétés, à l'aide d'une critique judicieuse et de recherches poussées qui, ensemble, permettront d'ouvrir la porte à diverses notions d'équité, de politiques possibles et de responsabilité sociale.

CONFÉRENCE

« **Savoir social et justice sociale en temps de crise** »

Organisée en partenariat avec la Fédération canadienne des sciences
humaines, Congrès 2012 (Les causeries Voir grand)
Université Wilfrid Laurier / Université de Waterloo

LE 30 MAI 2012

Introduction

La question du *Savoir face à un monde incertain*, thème du Congrès 2012, est tout à fait pressante pour les sciences humaines et les sciences sociales¹. Nous vivons dans un monde incertain déstabilisé par des crises qui se succèdent et se recoupent, crises économiques, politiques, sociales, culturelles et écologiques. Nous vivons également dans un monde où règnent l'insécurité et la peur, peur de perdre son emploi, de perdre du terrain, peur de ne pas arriver à joindre les deux bouts, peur de voir disparaître les programmes sociaux, et par-dessus tout, peur que nos gouvernements aient perdu tout contrôle au profit de forces bien loin de leur portée².

Ces crises sont par excellence le champ conceptuel et le domaine de recherche des sciences sociales, mais cette vocation qui est la nôtre est de plus en plus menacée. On l'attaque de l'intérieur de nos universités. Nos gouvernements nous discréditent et nous ignorent, comme le font les médias de masse. Certaines des critiques qu'on nous adresse sont justifiées, j'y reviendrai plus loin. La charge

1. J'aimerais remercier Susan Minos pour sa relecture d'une première version de cette conférence, Véronique Dassel pour sa traduction et Bettina Cenerelli pour l'édition de ce texte.

2. Tony Judt, *Ill Fares the Land* (New York : The Penguin Press, 2010), 217.

actuelle contre le savoir social, j'en parlerai aujourd'hui, est un symptôme des crises économiques et politiques qui, de nos jours, font sombrer les démocraties avancées.

Même si, dans les débats politiques, on marginalise les acteurs de l'innovation sociale, les spécialistes des sciences sociales et ceux qui se battent pour l'équité; même si on rejette leurs arguments sous prétexte qu'ils sont non scientifiques, égoïstes et qu'ils mettent en péril la croissance économique, à mon avis, le mal est fait. Les sciences humaines et les sciences sociales se trouvent aujourd'hui dans un espace politique et intellectuel qu'elles n'ont pas occupé depuis des générations, et certainement pas depuis la Grande Crise de 1929. Dans un monde incertain, le savoir avait alors, comme aujourd'hui, la tâche de faire la lumière sur les dangers et les intérêts qui se cachent dans l'ombre du sens commun. Je veux aborder ici cette idée d'un monde incertain et donner une idée de ce que j'appelle une *vision sociale* des problèmes qui se posent à nous. Je situerai ensuite dans ce contexte les critiques qui circulent de nos jours sur le monde universitaire, en centrant mon propos sur toute la stratégie d'accusations qui se joue actuellement sur la scène politique au Canada et sur ce que j'appelle la production active d'un non-savoir social. Enfin, je reviendrai sur le thème de ce Congrès: le savoir face à un monde incertain.

Un monde incertain

Nous sommes aux prises depuis maintenant cinq ans avec le ralentissement de l'économie le plus profond et le plus généralisé depuis la Grande Crise des années 1930. Comme les gens de ces années-là, nous nous trouvons face à ce que Roosevelt a appelé la grande « frontière de l'insécurité, du besoin et de la crainte des êtres humains³ ». Et, comme nos prédécesseurs qui se sont retrouvés face aux raisins

3. Cité dans Jacob Hacker, *The Great Risk Shift: The New Economic Insecurity and the decline of the American Dream* (New York: Oxford University Press, 2008; édition révisée), 43.

de la colère, nous ne savons pas quel type de solution va nous faire sortir de l'ornière pas plus que nous ne savons quand et comment. Les États sont intervenus pour sauver les institutions financières mondiales et ils ont fait des emprunts énormes pour stimuler la croissance économique, on a taillé dans le fardeau fiscal surtout des riches et des grandes entreprises, les taux d'intérêts sont au niveau le plus bas de l'histoire, les programmes d'austérité draconiens et, au bout du compte, les signes de reprise sont désespérément minces. Pour les jeunes, l'avenir s'annonce difficile: ils auront vraisemblablement moins de chances que la génération de leurs parents de gagner des salaires décents, d'avoir un emploi ou des prestations de chômage ou de posséder une maison. Telle qu'elle se présente aujourd'hui, la crise économique mondiale refuse à la génération qui suit la perspective de la mobilité sociale qui est si importante dans le contrat social implicite des démocraties libérales.

Quand s'amorça l'implosion de l'économie mondiale en août 2007, avec l'effondrement du marché hypothécaire aux États-Unis, l'opinion publique réclama haut et fort que ceux qui l'avaient provoqué, et qui pour beaucoup logeaient dans les couloirs dorés de Wall Street, en fussent tenus responsables. Cette clameur publique demanda aux gouvernements de régler le secteur financier pour prévenir les crises futures. Comme dans les premières années de la Grande Crise, ceux-ci ignorèrent les faiblesses de plus en plus importantes de l'orthodoxie économique dominante, préférant interpréter le grand choc mondial comme une récession temporaire plutôt que comme une crise du système lui-même. Les dirigeants du G8 et du G20 mirent en place toute une série de stratégies de redressement conçues pour stabiliser le système existant et reprendre le cours des choses en disant «les affaires continuent⁴». Les optimistes

4. John Clarke, «What Crisis is This?», dans Jonathan Rutherford et Sally Davison, *Soundings on the Neoliberal Crisis* (London: Soundings, 2012), 44-54; ici: 44.

crurent que « la prospérité était à nos portes », faisant ainsi écho aux rêves de Herbert Hoover en 1932⁵. À l'époque comme aujourd'hui, la prospérité s'était révélée difficile à atteindre et, devant les résultats du premier trimestre 2012, même ceux qui avaient prévu le pire constatèrent qu'ils avaient été optimistes. Après cinq ans de boursier, les affaires ne reprenaient pas vraiment. Ce que l'on a appelé des « bourgeons » de reprise ont séché sur pied. Nous voyons les marchés asiatiques ralentir, les programmes d'austérité se durcir, les niveaux de chômage rester obstinément élevés, nous voyons s'accroître les inégalités de revenus, tandis qu'une crise mal enrayée de la dette européenne est sans cesse sur le point de basculer dans ce que le président du FMI qualifie indirectement de « moment 1930⁶ ». En Espagne et en Grèce, par exemple, le taux officiel de chômage atteint maintenant un ordre de 24 %, touchant près de 50 % des moins de 25 ans. Aux États-Unis, on ne connaît pas l'ampleur réelle du chômage et du sous-emploi parce que les statistiques officielles ne tiennent pas compte de ceux qui ont abandonné leurs recherches, mais d'autres études estiment que les taux des sans-emploi, surtout parmi les Afro-américains, ont atteint des niveaux comparables à ceux de la dépression du siècle dernier⁷. Les Canadiens se sentent en quelque sorte protégés des effets les plus évidents de la Grande Crise. Cependant, dans un contexte où les économies sont de plus en plus complexes et intégrées, le Canada n'est ni à l'abri des problèmes ni immunisé contre eux. En fait, le pays affiche bien des indicateurs de précarité de l'époque. L'inégalité des revenus augmente plus vite qu'aux États-Unis et dépasse les niveaux des années 1920. L'endettement des personnes n'a jamais été aussi haut, le niveau de

5. History Learning Site, « Wall Street Crash of 1929 and its aftermath », HLS. s.d. <HistoryLearningSite.co.uk/wall_street_crash.htm>

6. Cité dans Bruce Campbell, « Massive public investment needed to avert a deep slump », *CCPA Monitor* 2012, vol. 18, n° 9, 39.

7. Paul Krugman, *End This Depression Now* (New York: W.W. Norton Company, 2012).

l'épargne jamais plus bas. Le sous-emploi et le chômage sont résolument élevés, surtout dans les anciens centres industriels et parmi les jeunes, les populations racialisées et les nouveaux arrivants. C'est sans compter ceux qui, d'un trait de plume du gouvernement ou d'une entreprise quelconque, se retrouvent sans chèque de paie du tout.

Dans un livre récent, *End This Depression Now*, le prix Nobel Paul Krugman soutient que les économies avancées sont désormais embourbées dans une crise qui n'est peut-être pas la réplique exacte de celle des années 1930, mais qui s'y apparente dans son essence⁸. Krugman estime que les deux périodes se ressemblent quant à la profondeur et à l'ampleur des difficultés que subissent les travailleurs, quant à la durée de la crise et à l'absurde orthodoxie économique des programmes d'austérité. L'analyse de Krugman se situe clairement dans le cadre de l'économie dominante, plus proche, il est vrai, de Keynes que de Friedman. Et pourtant l'auteur appelle simplement les gouvernements à ne pas oublier les leçons des années 1930 et en particulier à garder en mémoire que les programmes gouvernementaux d'austérité ne font qu'annoncer une crise plus profonde à une économie qui est déjà en crise et se bornent à en être le prologue. Au lieu de resserrer les budgets, dit-il, les gouvernements devraient viser la création d'emploi et la mise en place d'infrastructures publiques. Ils devraient s'attaquer à la réduction de la dette une fois que la tempête est pratiquement derrière eux. En avril dernier, le Fonds monétaire international, qui fut un temps un bastion de l'orthodoxie néolibérale, pressait lui aussi les gouvernements de mettre la pédale douce aux programmes d'austérité en affirmant que « l'austérité à elle seule ne peut guérir le malaise économique dans les principaux pays avancés⁹ ». Le glissement récent de la Grande-

8. *Idem.*

9. Cité dans « Too much austerity will be damaging, IMF », *The Guardian*, 17 avril 2012, <http://www.guardian.co.uk/business/2012/apr/17/too-much-austerity-damaging-imf>

Bretagne dans une récession à double creux et la vague de crises de plus en plus importante qui sévit dans une Europe ayant choisi l'austérité semblent confirmer cette opinion du FMI. L'époque actuelle, curieusement, est comparable au début des années 1930 sur d'autres aspects que nous ignorons à nos risques et périls. Comme Karl Polanyi le faisait remarquer dans son analyse toujours actuelle de la Grande Crise et de la montée du fascisme en Europe, la gouvernance par le marché est utopique et elle a entamé « la substance humaine et naturelle de la société ». Elle ne pouvait se maintenir de façon suivie « sans détruire l'homme et transformer son milieu en un désert ». « Inévitablement », remarque-t-il, « la société adopta des mesures pour se protéger¹⁰ ». Dans *La grande transformation*, Polanyi décrit comment les derniers jours du laisser-faire ont vu l'« irruption spontanée » de toutes sortes de contre-mouvements, allant du fascisme au communisme et au libéralisme social, chacun ayant son analyse propre de *comment* la société devrait se protéger et, au moins aussi important, *contre qui*. Il aura fallu presque vingt ans du désespoir le plus noir, un génocide fasciste et une guerre mondiale pour qu'on finisse par s'entendre sur un nouveau régime de protection sociale qu'on appelle les accords d'après-guerre, l'État-Providence ou le libéralisme social.

Bien que l'histoire ne se répète pas à la lettre, l'analyse de Polanyi nous rappelle que l'échec d'une ligne de gouvernement suivie avec entêtement déclenche toute une kyrielle de pronostics différents et tout un imaginaire social, tantôt progressiste, tantôt rétrograde ou même pathologique. Quelques exemples de contre-mouvements : les Indignés espagnols, le mouvement *Occupy Wall Street*, la grève des étudiants au Québec, les émeutes et le pillage des magasins au Royaume-Uni, le *Tea Party* américain et le regain de popularité du nationalisme xénophobe que représente le Front national en France ou l'Aube dorée en Grèce. Tous ces mouvements s'accordent à déclarer

10. Karl Polanyi, *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Times* (New York : Beacon Press, 2001 ; première édition 1944), 3.

que le système ne marche plus. Que les élites politiques ne régleront pas les problèmes ou qu'elles ne sont pas en mesure de le faire. Les « gens ordinaires », peu importe la définition que l'on en donne, ont besoin de protection mais n'en obtiennent aucune¹¹. On entend ce message résonner de plus en plus souvent dans la population. Celle-ci a l'impression que quels que soient ses efforts, ou ceux de ses enfants, elle ne peut plus avancer, et qu'en fait le système est contre elle¹². Il s'agit là d'un mélange explosif. Pour nous tous, le mode de protection de la société civile en ce début de XIX^e siècle est d'un intérêt crucial.

Le consensus de l'élite sur le paradigme dominant de gouvernement s'effrite et cela donne une autre pierre de touche des années 1930 et nous fournit la preuve peut-être la plus convaincante que nous approchons d'un moment de basculement dans la philosophie de la conduite de l'État. Comme on l'a dit, les désaccords sont de plus en plus nombreux parmi les tenants de l'économie dominante pour savoir si la meilleure façon de réagir à la Grande Crise est d'opter pour l'austérité ou la stimulation. On retrouve désormais ce débat au sein du système des partis en Europe. Sur le plan international, les institutions financières et les économistes en vue, qui défendaient autrefois la gouvernance par le marché, en désavouent rigoureusement désormais les grands principes et les effets. L'un des premiers à s'être dissocié de ses semblables, prix Nobel et ancien économiste à la Banque mondiale, Joseph Stiglitz soutient que nous avons été menés par « un fourre-tout d'idées fondées sur la notion fondamentaliste que les marchés sont autocorrecteurs, qu'ils distribuent efficacement les ressources et servent l'intérêt général ».

11. J. David Hulchaski, « The 99 % Know All About Inequality », *Toronto Star*, 25 octobre 2011, www.thestar.com/opinion/editorialopinion/article/1075921--the-99-know-all-about-inequality

12. Robert Reich, *Beyond Outrage: What Has Gone Wrong with Our Economy and Our Democracy and How to Fix it* (New York: Alfred A. Knopf, 2012), 524.

« Ce fourre-tout », poursuit-il, est « une doctrine politique au service d'intérêts privés, il ne repose pas sur une théorie économique. Il est maintenant évident qu'il ne repose pas non plus sur une expérience historique. Cette leçon est le seul bénéfice à tirer de la menace qui pèse sur l'économie mondiale¹³. » Jeffrey Sachs, un autre dissident, affirme que la plus grande illusion de la gestion par le marché est qu'« une société saine pourrait s'organiser strictement autour de la quête de la richesse ». Cette illusion a provoqué une crise morale, qui a laissé la société américaine « privée des bienfaits de la confiance sociale, de l'honnêteté et de la compassion¹⁴ ».

Le Forum économique mondial (FEM) et l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique), deux organisations influentes qui ont servi de plates-formes de diffusion à la gouvernance par le marché pendant une génération, semblent elles aussi avoir changé d'avis. Le rapport de 2012 sur les risques mondiaux du Forum économique mondial (2012 *Global Risks Report*) met en garde contre « un avenir pour l'humanité qui serait une dystopie », expliquant avec une humilité peu coutumière qu'« une dystopie, c'est ce qui arrive quand on a essayé de construire un monde meilleur et que les choses ont mal tourné ». Le rapport envisage un avenir marqué par des niveaux de chômage importants et chroniques, en particulier parmi les jeunes. Il prévoit que les gouvernements endettés ne seront pas capables de respecter les termes des contrats sociaux qui les lient aux citoyens. Il met en garde contre la montée du nationalisme et du populisme et contre l'apparition de ce qu'il qualifie de « pays dans un état critique de fragilité¹⁵ ». Ces États sont d'ex-pays riches qui vont sombrer dans l'anarchie et les

13. Joseph Stiglitz, « The End of Neo-liberalism? » (2008), www.project-syndicate.org/commentary/the-end-of-neo-liberalism

14. Jeffrey Sachs, *The Price of Civilization: Economics and Ethics After the Fall* (Toronto: Random House Canada, 2011), 3, 9.

15. World Economic Forum, *Global Risks Report: Seventh Edition* (Geneva: World Economic Forum, 2012), 10; 16-19, www.weforum.org

troubles sociaux car ils ne peuvent assumer leurs obligations sociales et fiscales. Ils n'arrivent pas à créer des perspectives pour les jeunes, à réduire les inégalités intergénérationnelles et à s'attaquer aux importantes disparités des revenus¹⁶.

En décembre 2011, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, présentait *Toujours plus d'inégalité*, un rapport cinglant sur le néolibéralisme. Il expliquait à cette occasion que notre culture du « tout pour le gagnant » a provoqué des déséquilibres sociaux profonds et, dans la classe moyenne, une peur généralisée du déclin. Les inégalités, poursuivait-il, sont désormais un problème politique immédiat menaçant à la fois la reprise de l'économie et la cohésion sociale. Et il insistait : les bienfaits de la croissance économique NE « RUISSELLENT » PAS automatiquement, comme le prétend la théorie du trickle down ; « un surcroît d'inégalité NE STIMULE PAS la mobilité sociale ». « Nos politiques », concluait Gurría, « ont créé un système qui accroît [les inégalités] et il est temps d'en changer ». Toujours plus d'inégalité recommandait un nouvel échancier politique visant l'emploi des groupes non représentés, des réformes fiscales et de nouveaux investissements dans l'éducation, la santé et les soins aux familles. Gurría rappelait aux pays membres que la redistribution des ressources est « au cœur même d'une gestion responsable de l'État » et qu'« aborder la question de la justice est la condition sine qua non pour restaurer un climat de confiance aujourd'hui¹⁷ ». Pour l'OCDE, il était temps d'« aller vers le social ».

Des visions sociales

L'idée d'« aller vers le social » est un fil conducteur fondamental qui traverse le développement des démocraties libérales comme celui des

16. *Ibid.*, 16.

17. OCDE, *Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Commentaires d'Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. Paris, 5 décembre 2011, www.oecd.org/social/dividedwestandwhyinequalitykeepsrising_speech.htm

sciences sociales. Le social est un terme que l'on emploie aujourd'hui couramment pour identifier un champ de pensée et d'action qui est en rapport avec la société. On a tendance à considérer que l'idée du social a toujours existé, mais c'est en fait une invention humaine assez récente, intimement reliée à l'histoire politique et intellectuelle de la modernité. Les penseurs des Lumières commencèrent à se servir du social comme d'un « élément descriptif vital » du caractère unique et communautaire de l'humanité, un élément qui distingue l'« homme » et la condition humaine du destin, de la nature et de la transcendance. Selon Polanyi, certains penseurs « ont commencé à explorer le sens de la vie dans une société complexe¹⁸ ». Mais c'est le paupérisme en particulier qui a souligné le fait incompréhensible que la pauvreté et l'abondance semblent aller de pair. Cette révélation, remarque Polanyi, a eu « la puissance des événements les plus spectaculaires de l'histoire¹⁹ ». « C'est l'invention sociale et non pas l'invention technique », explique-t-il, « qui est le ressort intellectuel principal de la Révolution industrielle²⁰ ». Dans le processus de l'industrialisation, les sociétés capitalistes commencèrent à développer ce que Gertrude Himmelfarb, historienne du social et conservatrice a appelé une « imagination morale²¹ ». Vers la moitié du XIX^e siècle, l'idée du social servit de moteur à un puissant élan de changement quand certains penseurs introduisirent le terme de problème social dans le vocabulaire politique. Ce terme ouvrait la voie à de nouvelles façons de représenter la politique de l'industrialisation et d'y intervenir. L'idée de problème social se rattachait à la distribution inégale de la richesse et du pouvoir dans les débuts du capitalisme industriel et elle anima la Révolution de 1848 en France.

18. Polanyi, *The Great Transformation* (2001), 88-89.

19. *Ibid.*, 89.

20. *Ibid.*, 124.

21. Gertrude Himmelfarb, *Poverty and Compassion: The Moral Imagination of Late Victorians* (New York: Vintage Books, 1992).

De nouvelles formules visant à résoudre les problèmes sociaux commencèrent à apparaître dans des tracts et certaines plates-formes politiques de partis socio-démocrates. Quelques essais en traitèrent, dont ceux d'intellectuels importants comme John Stuart Mill et Karl Marx²². *Social* devint donc un terme caractéristique des débuts des démocraties modernes et des sciences sociales. La première mission professionnelle des sciences sociales fut de « trouver un certain ordre parmi les fragments épars de la modernité et de sauver la promesse du progrès²³ ». Même si nous avons aujourd'hui quelques doutes sur les promesses de la modernité, les sciences sociales trouvèrent leur origine dans le désir de rendre la société meilleure et cette mission fut une constante dans leur évolution depuis²⁴.

Les sciences sociales ont introduit dans le vocabulaire politique des concepts fondamentaux comme l'aliénation, la mobilité, la stratification, l'inégalité et les droits humains, établissant lentement mais sûrement les fondements de ce que Margaret Somers a récemment qualifié de « culture du savoir inspirée par la sociologie²⁵ ». Depuis le début, cette culture du savoir n'a jamais séparé, et ne peut le faire, l'entreprise de la connaissance et celle de la morale²⁶. Les sciences sociales ont défié les hiérarchies, le fatalisme et l'ignorance, et elles ont fait naître de nouveaux imaginaires sociaux sur les possibilités de l'art de gouverner en démocratie²⁷.

22. Janine Brodie, « Rethinking the Social in Social Citizenship », dans E. Isin (dir.) *Rethinking the Social in Citizenship* (Toronto: University of Toronto Press 2008), 22-50.

23. Michael Burawoy, « 2004 Presidential Address: For Public Sociology », *American Sociological Review* 2005, 70, 4-28; ici: 5.

24. Zygmunt Bauman, *Collateral Damage: Social Inequalities in a Global Age* (Cambridge UK: Polity Press, 2011), 160.

25. Margaret Somers, *Genealogies of Citizenship: Markets, Statelessness, and the Right to Have Rights* (New York: Cambridge University Press, 2008), 3.

26. Burawoy, « 2004 Presidential Address: For Public Sociology » (2005), 6.

27. Gerard Delanty, *Social Science: Beyond Constructivism and Realism* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1997), 25.

Cette vision du social va se cristalliser pendant les années 1930. Les années qui menèrent au crash de 1929, comme la période actuelle, furent marquées par de profondes inégalités de revenus. Des penseurs des sciences sociales comme R.H. Tawney furent parmi les premiers à avoir tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences sociales et politiques de l'inégalité. Dans *Equality*, qui paraît d'abord en 1931, Tawney prétend que la démocratie est par définition une forme instable de gouvernement à moins qu'elle ne s'engage aussi à éliminer toute forme de privilèges particuliers et à maîtriser le pouvoir économique²⁸. Pendant la crise, il interpelle ceux qui continuent de s'accrocher à l'orthodoxie économique de l'époque :

D'innocents néophytes sont prêts à croire que les monstruosité de l'inégalité, bien que tout à fait répugnantes sur le plan moral, sont avantageuses sur le plan économique et que, même si elles ne le sont pas, leur élimination impliquerait de trop grandes difficultés pratiques [...] La charge de la preuve ne revient pas aujourd'hui aux critiques des inégalités économiques et sociales, mais à leurs défenseurs²⁹.

À la même période, Lord Beveridge, reprenant l'esprit de Charles Dickens, va écrire sur les cinq grands maux de la gouvernance des marchés : insalubrité, ignorance, misère, oisiveté, maladie. Commandé pour donner un cadre à l'État social anglais en 1940, le rapport Beveridge va recommander un vaste réseau d'assurance sociale pour les familles, les chômeurs, les soins médicaux et le logement³⁰. Au Canada, les années de la Crise poussèrent aussi les spécialistes des sciences sociales à s'engager radicalement dans un discours de changement. Comme le rapporte l'historien Doug Owram, les sciences sociales vont accomplir l'essentiel du travail intellectuel

28. R.H. Tawney, *Equality* (London : George Allen and Unwin, 1931), 30.

29. *Ibid.*, 26 ; préface à l'édition de 1939.

30. Nicholas Timmins, *The Five Giants: A Bibliography of the Welfare State* (New York : HarperCollins Publishers, 2001).

pendant ces années noires³¹. En 1932, des universitaires de McGill et de l'Université de Toronto, parmi lesquels Frank Underhill, F.R. Scott et Eugene Forsey fondèrent la *League for Social Reconstruction*, pour stimuler la recherche sur la crise ainsi que l'éducation politique du grand public. Les racines de ce premier travail intellectuel vont circuler au travers du manifeste de Régina du CCF (Co-operative Commonwealth Federation), de la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales et du rapport Marsh.

Leonard Marsh, ancien étudiant de Lord Beveridge et diplômé de la London School of Economics, arriva au Canada en 1930 quand il fut engagé au poste de directeur de la recherche sociale à l'Université McGill. Il y dirigea des recherches clés sur le chômage et la mobilité économique. Son rapport remis en 1943 au gouvernement fédéral va fournir l'esquisse sur laquelle s'élaborera la politique sociale du Canada après la guerre. Il comprend « les leçons fondamentales à tirer des années 1930³² », pas seulement au Canada mais dans toutes les démocraties libérales. « La seule façon d'affronter rationnellement le problème, vaste et compliqué, des insécurités liées au travail et à la vie des familles, explique ce rapport, c'est de reconnaître certaines zones de risque et de besoins et de légiférer en leur faveur³³ ». Prévoyant que l'idée d'assurance sociale allait se heurter à des résistances, Marsh expliqua qu'« on insiste trop sur le premier terme [assurance] et pas assez sur le second [sociale] ». « La justification première de l'assurance sociale, insiste le rapport, c'est qu'il bénéficie du soutien de la communauté dans son ensemble³⁴ ».

Les régimes de protection sociale de l'après-guerre ne furent que l'une des traductions de la culture du savoir inspirée par la sociologie qui va s'enraciner dans cette période et, comme vont l'établir les

31. Doug Owsram, *The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945* (Toronto : University of Toronto Press, 1986).

32. Leonard Marsh, *Report on Social Security for Canada* (1943), 9.

33. *Idem*.

34. Marsh, *Report on Social Security for Canada* (1943), 11.

universitaires féministes et aborigènes, ainsi que les critiques de la notion de race, les ambitions du libéralisme social ne se réaliseront jamais complètement et en tous les cas jamais sans leurs propres tensions et inégalités internes³⁵. Les politiques publiques, par définition, sont des champs de pouvoir qui appliquent et reproduisent les hiérarchies sexuelles, raciales et culturelles et le sens que l'on donne historiquement au normal et à l'anormal. La culture dominante du savoir, cependant, a fourni langage et savoir pour contester ces champs de pouvoir : la promesse de l'égalité et de la protection sociale a ouvert de nouveaux espaces politiques aux exclus pour revendiquer l'égalité et la sécurité³⁶.

Les sciences humaines et les sciences sociales ont joué un rôle clé dans l'élaboration d'un nouveau consensus moral³⁷ et dans la construction d'un savoir social, lors d'une période antérieure et semblable dans son essence à celle que nous vivons. Le savoir social ne se réfère pas à un ensemble particulier de politiques sociales de l'après-guerre, mais aux engagements fondamentaux qui inspirent les stratégies de protection sociale. Si vous cherchez « savoir social » sur Google, vous allez découvrir qu'il existe un champ de recherche consacré au développement de la sociabilité et de l'intelligence émotionnelle chez les enfants. Je parle de savoir social pour désigner une orientation politique et éthique particulière de nos aptitudes relationnelles collectives. Dans le savoir social, le social est irrémédiablement relationnel, selon les termes de Geertz, « de A à Z³⁸ », tandis que savoir réfère à une compétence relative à une façon de voir particulière et à un type singulier de connaissance. Nous pouvons

35. Hacker, *The Great Risk Shift* (2008), xvi.

36. Janine Brodie, « Reforming Social Justice in Neoliberal Times », *Studies in Social Justice* (2007), vol. 2, n° 1, 93-107.

37. Alan Wolfe, *Whose Keeper? Social Science and Moral Obligation* (Berkeley : University of California Press, 1989), 237.

38. Somers, *Genealogies of Citizenship* (2008), 221 ; Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures* (New York : Basic Books), 1973.

voir du savoir social dans la lecture que fait un individu d'une situation (le chômage de sa fille), dans les plates-formes politiques des partis ou les manifestes des mouvements de contestation qui forcent à se demander: « À quoi sert le gouvernement? »; et dans le texte touffu des rapports bureaucratiques et des lois qui sont fondés sur les potentialités de la responsabilité collective. Le savoir social est un champ en pleine évolution et sans cesse contesté, mais il s'est stabilisé autour d'un certain nombre d'orientations qui, ces dernières années, sont peut-être moins dominantes, mais ne sont pas tombées dans l'oubli pour autant.

Ma liste n'est sans doute pas exhaustive, mais je crois que le savoir social se développe à partir de quatre engagements fondamentaux:

- D'abord défendre la primauté de la volonté politique sur toute forme de fatalisme, y compris le fondamentalisme du marché³⁹. Les marchés sont par définition instables et peu soucieux d'égalité; les gouvernements peuvent et doivent intervenir pour créer des débouchés, atténuer la pauvreté et s'attaquer aux inégalités systémiques.
- Deuxièmement, défendre l'idée d'un destin commun, ce qui signifie que les risques sociaux ne relèvent pas seulement de la responsabilité des individus. On peut diminuer l'insécurité sociale par une assurance collective contre la malchance et ses conséquences⁴⁰.
- Troisièmement, défendre les droits sociaux, au sens large, en tant que biens publics, corrélats nécessaires de la gestion démocratique de l'État. « Les droits politiques sont nécessaires pour mettre en place des droits sociaux », tandis que les droits sociaux sont indispensables pour donner réalité aux droits politiques et pour les maintenir. « Les deux types de droits sont mutuellement nécessaires à leur survie⁴¹ ».

39. Hacker, *The Great Risk Shift* (2008), 21.

40. Bauman, *Collateral Damage* (2011), 16.

41. *Ibid.*, 14; Somers, *Genealogies of Citizenship* (2008), 8.

- Quatrièmement, défendre l'égalité et la justice sociale en tant que promesses *jamais* tenues. Le social est un champ d'antagonismes non réglés et un espace ouvert pour le changement social où les subjectivités exclues ou émergentes peuvent revendiquer l'égalité, la justice sociale, la sécurité sociale, quel que soit le sens que l'on donne à ces termes.

Critiquer les intellectuels

Jamais depuis les années 1930 les analyses et la critique des sciences sociales n'ont eu autant d'espace ouvert, jamais nous n'en avons eu un tel besoin. Il nous faut nous engager dans les médias sociaux auprès de différents publics sur des stratégies de reprise. Mais, comme je l'ai noté plus haut, nos disciplines ont été critiquées sur différents fronts. Les gouvernements, obnubilés par le marché, écartent nos recherches sous prétexte qu'elles ne sont pas pertinentes. Le fait de resserrer le financement des arts et de réduire les effectifs des professeurs de Lettres et de Sciences humaines envoie tous les jours aux universitaires, aux étudiants et au grand public le message que les disciplines sociales sont tolérées pour le moment, mais qu'à terme on pourrait s'en passer. Dans les médias de droite, certains commentateurs critiquent vivement universitaires et chercheurs des sciences sociales pour ce qu'ils estiment être leurs chimères libérales. Certaines critiques, cependant, condamnent ces disciplines parce qu'elles ne sont pas assez progressistes. Elles prétendent que nous, gens des sciences sociales, nous avons abandonné la partie. Frank Furedi, par exemple, tient les intellectuels pour responsables d'un échec de taille : ils ne réussissent pas à avancer des solutions progressistes dans les débats politiques actuels ; ils abandonnent l'idée d'un monde meilleur⁴².

Chris Hedges, dans un livre fascinant intitulé *The Death of the Liberal Class* (2010), sermonne les intellectuels parce qu'ils

42. Frank Furedi, «The year when the word “progressive” lost its meaning», www.spiked-online.com/index.php/site/article/11931 (29 décembre 2011).

abandonnent leur rôle historique : celui de dire la vérité devant le pouvoir. Hedges soutient que la classe libérale américaine s'est laissé séduire par les promesses utopiques de la mondialisation, de la gouvernance des marchés et par tous les privilèges que le pouvoir distribue systématiquement à ceux qui courbent l'échine devant la nouvelle orthodoxie gouvernante. Comme il l'explique : « Les universités, et en particulier les départements de sciences sociales, ont répété comme des perroquets l'idéologie pourtant discréditée du capitalisme sauvage et elles sont en panne d'idées nouvelles. Les arts, tout aussi avides [...] de l'argent des entreprises et des commanditaires, se refusent à aborder les inégalités sociales et économiques dont souffrent des dizaines de millions de personnes⁴³ ». Nos disciplines ont fait taire les critiques, elles les ont discréditées dans nos propres rangs, elles ont ensuite succombé à l'opportunisme et à la peur, et tout le long elles ont trahi un secteur public de plus en plus important qui se bat pour joindre les deux bouts. Certes, le roi du marché était nu, en définitive, mais Hedges soutient que la classe libérale est nue elle aussi. En clair : nous n'avons pas de vision de rechange et pas d'alliés dans la communauté plus vaste. Pour lui, la classe libérale a perdu son autonomie morale ; elle a trahi les autres comme elle s'est trahie elle-même et elle est victime de sa complicité avec les puissants.

Mais toutes ces admonestations rendent-elles compte des problèmes de responsabilité et de savoir social qui existent en ces temps incertains ? Peut-on vraiment s'attaquer à ce monde incertain sans interroger d'abord les instincts profondément antisociaux d'une culture du savoir inspirée par le marché qui ont guidé la politique et la vie quotidienne pendant plus d'une génération ? Sans doute pas. Nous sommes nombreux à employer le terme de « néolibéralisme » pour résumer cette culture du savoir inspirée par le marché

43. Chris Hedges, *The Death of the Liberal Class* (New York : Alfred Knopf, 2010), 11.

et le profond changement des principes de gouvernement qui ont pris racine en gros dans les années 1980. Le terme de néolibéralisme englobe bien des choses (politiques, intérêts de classe, discours); le néolibéralisme est une cible mobile, toujours en chantier au fil d'une série de crises dont il est l'artisan⁴⁴. Le néolibéralisme est un caméléon, sans valeurs fondamentales, à l'exception redoutable d'une aversion persistante pour le social et pour les quatre engagements du savoir social dont je viens de parler⁴⁵. Depuis ses débuts dans les années 1920, le néolibéralisme est une doctrine politique implacablement antisociale qui « étend son emprise de l'âme du citoyen-sujet aux politiques d'éducation et aux pratiques de l'empire⁴⁶ ». En l'espace d'une génération, nos imaginaires politiques et sociaux ont été « si bien conditionnés qu'il est désormais impossible de parler d'intérêt public, de propriété publique, de biens communs, d'égalité, de redistribution de la richesse et d'inégalités, etc.⁴⁷ ».

Il est paradoxal, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'une branche des sciences sociales, c'est-à-dire l'économie néoclassique, ait relégué ses préoccupations fondamentales au second plan. On a catégoriquement rejeté les principes de gestion néoclassiques dans le sillage de la politique du laisser-faire. Dans les années 1940 ou 1950, faisait un jour remarquer la regrettée Susan George, « vous auriez été chassés des estrades sous les risées de tous ou envoyés dans un

44. James Peck, Nick Theodore et Neil Brenner, « Post-neoliberalism and Its Malcontents », *Antipode* (2009), vol. 41, n° 1, 94-116; ici : 105; Stuart Hall, « The Neoliberal Crisis », dans Jonathan Rutherford et Sally Davison (dir.), *Soundings on the Neoliberal Crisis* (London : Soundings, 2012), 8-26.

45. John Clarke, « Living with/in and without neoliberalism », *Focaal: European Journal of Anthropology* (2008), vol. 51, 135-147; ici : 140.

46. Wendy Brown, *Edgework: Critical Essays in Knowledge and Politics* (Princeton N.J. : Princeton University Press, 2005), 39.

47. Stuart Hall et Doreen Massey, « Interpreting the Crisis », dans Jonathan Rutherford et Sally Davison (dir.), *Soundings on the Neoliberal Crisis* (London : Soundings 2012), 55-69; ici : 59.

asile de fous si vous aviez proposé sérieusement une des idées ou des politiques qui sont monnaie courante aujourd'hui dans l'arsenal néolibéral⁴⁸». Pendant la période de stagflation de la fin des années 1970 cependant, l'économie néoclassique a pris racine dans les ministères de l'économie des pays importants et elle a retenu toute l'attention des institutions financières internationales et des réseaux politiques nationaux. Forte de la certitude qu'apportent les modélisations statistiques complexes, armée de théories de la maximisation de l'utilité et de l'efficacité des marchés, elle promet de les libérer et de créer la prospérité. L'économie oublia sa longue tradition d'économie politique et de philosophie morale⁴⁹. Elle devint de plus en plus intolérante envers les divergences d'opinion, dans le domaine de l'enseignement, de la recherche et des publications. L'avancement professionnel de ses critiques se verra souvent bloqué⁵⁰.

L'économie établit sa suprématie technique dans les sciences sociales selon ses propres critères. Ce qui n'était autrefois que des concepts comme la maximisation de l'utilité sont désormais établis au nombre des principes universels, et leurs applications considérées comme infinies⁵¹. Ce nouveau modèle colonise littéralement les sciences sociales. L'égalité, les mesures et les aspirations collectives

48. Susan George, « A Short History of Neo-liberalism : Twenty Years of Elite Economics and Emerging Opportunities for Structural Change » (1999), <http://www.globalexchange.org/resources/econ101/neoliberalismhist> ; cité dans Henry Giroux, *The Terror of Neoliberalism: Authoritarianism and the Eclipse of Democracy* (Boulder : Paradigm Publishers, 2004), xxiii.

49. Emanuel Derman, *Models Behaving Badly: Why Confusing Illusion with Reality Can Lead to Disaster on Wall Street and in Life* (New York : Free Press, 2011).

50. Ben Fine, *Social Capital versus Social Theory: Political Economy and Social Science at the Turn of the Millennium* (New York : Routledge, 2001), 11; Ira Basin, « Economics has met the enemy, and it is economics », *Globe and Mail*, 15 octobre 2011, F1, F6; « A Brief history of the Post-Autistic Economics Movement », dans Paecon, *Post-autistic Economics* (s.d.), www.paecon.net/HistoryPAE.htm

51. Fine, *Social Capital versus Social Theory* (2001), 45-46.

regardant la justice sociale sont jugées incompatibles avec la croissance économique et la concurrence internationale. La nouvelle gestion des affaires publiques et les modèles de politiques nous demandent d'accepter, comme dans un acte de foi, la maxime *toutes choses étant égales* alors que nos théories, nos recherches et nos expériences nous indiquent précisément le contraire⁵². On nous a demandé de consommer sous prétexte que la croissance économique était une condition préalable à la mise en place de politiques sociales dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'égalité plutôt que l'inverse⁵³. En fait, si on n'accepte pas ce principe, on ne participe pas à l'élaboration des politiques.

John Maynard Keynes écrivait en 1935 que « les pragmatiques, qui s'imaginent n'exercer aucune influence intellectuelle, sont généralement les esclaves d'un économiste mort. Les fous qui sont au pouvoir, qui entendent des voix, tiennent leur frénésie de quelque plumitif universitaire du passé⁵⁴ ». Les plumitifs fatalistes qui nous ont laissés à la dérive nous ont dit que les marchés s'autorégulent et se trouvent hors de la logique ou du contrôle de la démocratie. Si on les laisse faire, nous a-t-on dit, les marchés ramèneront tous les bateaux à bon port : les politiques n'ont pas à s'affairer à faire des affaires. Or, si les sciences sociales et nos expériences de la société nous ont appris quelque chose, c'est bien que les marchés sont, par définition, des créations politiques qui se construisent au fil des luttes politiques pour servir soit les *happy few*, soit les masses.

52. Nikolas Rose, *Powers of Freedom: Reframing Political Thought* (Cambridge: Cambridge University Press, 1999), 30.

53. Alex Himmelfarb, « Cutting taxes gives us an unjust society, not a free lunch », *CCPA Monitor* (2011), vol. 18, n° 6, 1, 6-7.

54. John Maynard Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money* (London: Cambridge University Press, 1935), 570.

Critiquer les individus

Nous aussi, nous supportons le poids des plumitifs néolibéraux qui ne cessent de répéter que les individus doivent être des acteurs autosuffisants du marché et, qu'en tant que tels, ils sont pleinement responsables d'eux-mêmes, de leurs familles et de leur avenir. Les politiques et la rhétorique de l'individualisation, qui ne font que prendre de l'ampleur en cette période d'austérité, exigent de plus en plus que chacun trouve des causes et des solutions individuelles, ce que Beck appelle, des « solutions personnelles » (*biographic solutions*) pour répondre en fait aux défis sociaux et collectifs de notre époque. La liste de ces défis sociaux est longue : inégalités de revenus ; inégalités raciales ; inégalités intergénérationnelles ; éducation, soins à l'enfance, soins aux personnes âgées de moins en moins accessibles à tous ; catastrophes environnementales⁵⁵. Hacker parle d'une « translation à haut risque », par laquelle nos gouvernements se sont déchargés toujours plus des risques économiques pour les faire peser sur les fragiles budgets des individus⁵⁶. On attend d'eux qu'ils cherchent et qu'ils trouvent leurs solutions personnelles à des problèmes de société. On s'attend à ce qu'ils se servent de leurs ressources propres pour régler les problèmes sociaux. Ils vont porter l'entière responsabilité de leurs choix, du succès ou de l'échec de leurs actes⁵⁷.

L'inconvénient de cette formule n'est pas que les individus et les familles ne cherchent pas de solutions, ou qu'ils ne parviennent pas à se plier à celles qu'on les a forcés à adopter⁵⁸. Nous luttons

55. Ulrich Beck et Elisabeth Beck-Gernsheim, *Individualization: Institutionalized Individualism and Its Social and Political Consequences* (London: Sage, 2002), 22-26; Janine Brodie « Rethinking the Social in Social Citizenship » (2008); Janine Brodie, « Globalization, Canadian Family Policy and the Omissions of Neoliberalism », *North Carolina Law Review* (2010), vol. 88, n° 5, 1559-1592.

56. Hacker, *The Great Risk Shift* (2008), xv.

57. Zygmunt Bauman, *Society under Siege* (London: Polity Press, 2002), 69.

58. *Ibid.*, 68-69.

tous, quotidiennement, avec des attentes de ce genre. Trouver un emploi, organiser la garde des enfants et les soins aux personnes âgées ou acquérir de nouvelles compétences en sont des exemples évidents. Le problème est plutôt, comme l'explique Bauman, que cette formule même d'« une solution personnelle à des contradictions systémiques est un oxymore ; on peut bien la chercher, mais il est impossible de la trouver⁵⁹ ». Mais les connaissances et les ressources que nous engageons dans les choix de notre vie n'ont « rien d'un choix⁶⁰ ». Nos luttes individuelles sont déçues à deux niveaux. D'abord, les familles types ont moins de ressources pour mettre en œuvre les solutions individualisées qu'elles trouvent. Entre 1980 et 2009, le revenu marchand des 20 % plus riches a augmenté de 38 %, il est resté stable pour les 20 % dans la moyenne et a chuté de 11 % pour les 20 % plus pauvres⁶¹. Deuxièmement, « notre ignorance ou notre impuissance dans cette recherche de solutions individuelles à des problèmes produits socialement débouche sur une perte d'estime de soi, sur la honte de l'inefficacité, sur la douleur de l'humiliation⁶² ». Le paradoxe inévitable de l'individualisation est qu'il s'agit d'une situation collective — presque tout le monde dans le même bateau, censé établir sa propre route sur une mer pleine de dangers, avec des nuages de tempête changeant rapidement, sans compas et sans gilets de sauvetage.

Le marché autorégulé et les individus autosuffisants ont perdu de leur lustre devant cette crise économique qui se prolonge. Ces images toutes faites ne pèsent pas lourd devant des inégalités économiques incroyables, le spectre d'une génération perdue et des mesures d'austérité draconiennes visant directement les services publics et les programmes sociaux. Les vagues de contre-mouvements divers qui

59. *Ibid.*, 68.

60. *Ibid.*, 69.

61. Les revenus marchands sont des revenus provenant de toutes sources avant transferts gouvernementaux ou impôts (CCPA 2012).

62. Bauman, *Collateral Damage* (2011), 101.

prennent de l'ampleur et déferlent sur le monde indiquent bien que les gens ne croient plus que leurs gouvernements travaillent pour eux. Rien n'a « ruisselé » vers le bas, sauf peut-être l'insécurité et l'incertitude. Dans les médias on s'est moqué du mouvement *Occupy Wall Street*, qui est apparu en même temps dans 900 villes en 2011, sous prétexte qu'il n'est pas arrivé à livrer un message clair ou à proposer un programme cohérent de changement. Ceci dit, le message a paru assez clair à ceux qui voulaient bien l'entendre : il a affirmé une nouvelle identité collective — nous sommes les 99 % — et le pouvoir du collectif. Les sciences sociales doivent écouter attentivement ce que ces contre-mouvements sont en train de formuler, qu'ils se mobilisent derrière *Occupy Wall Street*, derrière l'Aube dorée à Athènes ou le *Tea Party* en Arizona. À propos des membres des *Tea Parties*, Chomsky prétend que le motif de leur évidente fureur est « compréhensible ». Depuis plus de trente ans, leurs revenus réels ont stagné ou diminué alors qu'ils pensaient avoir agi au mieux. Les gens veulent des réponses, mais seuls les politiciens de droite et les invités des débats radiophoniques semblent être disposés à leur en offrir. « Ils ont réponse à tout, prétend Chomsky, une réponse insensée, certes, mais une réponse tout de même⁶³ ». Le *Tea Party* a été fondé principalement par l'aile libertarienne du 1 % américain. Le néolibéralisme a perdu sa cohésion, mais les intérêts économiques et politiques qui l'ont aidé à se développer dans les trente dernières années ont un « instinct de conservation solide⁶⁴ ».

Critiquer le messager

Thomas Kuhn a écrit *Les structures des révolutions scientifiques* (1962) il y a cinquante ans. Dans ce livre, il décrit comment les paradigmes scientifiques finissent par s'effondrer sous le poids de leurs échecs et

63. Cité dans Matthew Rothschild, « Chomsky Warns of Risk of Fascism in America », *The Progressive*, 12 avril 2010, progressive.org/wxo41210.html

64. James Peck *et al.*, « Post-neoliberalism and Its Malcontents », (2009), 105.

de leur incapacité à se coller aux nouveaux problèmes. Les vieilles façons d'intervenir sur le monde finissent par perdre leur crédit, mais elles survivent pour un temps, comme des zombies, toujours en vie et pourtant mortes⁶⁵. Ceux qui y croient encore, effrayés de devoir abandonner ce qui leur est familier, résistent aux messagers avec des contre-preuves : les morts-vivants refusent de poser de nouvelles questions ou d'adopter d'autres priorités. Kuhn dit qu'il faut souvent attendre une nouvelle génération pour rompre avec les vieilles mentalités et les hiérarchies organisationnelles rigides. En politique, ceux qui sont au pouvoir résistent quand on remet en question leurs principes. La classe dirigeante refuse de concéder l'échec parce que ce serait admettre qu'elle a perdu le contrôle⁶⁶. Et, bien entendu, selon la formule d'Upton Sinclair, « il est difficile de faire comprendre quelque chose à un homme [sic] quand son salaire dépend du fait qu'il ne la comprend pas⁶⁷ ». Il est beaucoup plus facile d'essayer de changer de sujet ou de tirer sur le messager : bref, de produire du non-savoir social.

Le non-savoir social se retrouve sur bien des fronts. On a fait revivre le terme de William Greider « populisme rance » pour décrire comment de puissants intérêts entretiennent l'hostilité envers les « autres » et pour détourner l'attention des gens de la crise économique⁶⁸. Benjamin DeMott déplore lui aussi la prolifération de ce qu'il appelle « la politique poubelle » (*junk politics*). Ce genre de discours cultive le mépris pour les experts et la science et claironne publiquement une dichotomie entre les contribuables et les parasites, entre le public et le privé, entre les criminels et les

65. *Ibid.*, 95.

66. Christopher Hedges, *The World As It Is: Dispatches on the Myth of Human Progress* (New York: Nation Books, 2011), 165.

67. Cité dans Judd, *Ill Fares the Land* (2010), 168.

68. William Greider, *Who Will Tell the People: The Betrayal of American Democracy* (New York: Simon and Schuster, 1992).

victimes⁶⁹. Il exagère aussi les périls extérieurs au détriment des problèmes intérieurs complexes. La politique poubelle entretient le non-savoir social parce qu'elle identifie mal nos problèmes et retourne les gens les uns contre les autres. Elle mine la confiance de la population dans les gouvernements, confiance qui est pourtant « l'instrument le plus efficace » dont nous disposons pour définir notre avenir collectif⁷⁰.

Au Canada, on observe ce non-savoir social quand on construit artificiellement des antagonismes horizontaux, quand on fait taire les groupes qui revendiquent l'égalité, quand on détruit le savoir social. Comme les États-Unis, nous avons notre part de *junk politics* qui juxtapose de prétendus contribuables et créateurs d'emplois contre les immigrants, les pauvres, les demandeurs d'emploi, les travailleurs du secteur public. Ce sont là des distinctions fausses et artificielles. Nous sommes tous des créateurs d'emploi quand nous finançons les biens et les services publics et que nous redistribuons les revenus au bas de l'échelle. Nous avons besoin d'un secteur privé dynamique et des emplois qu'il peut créer. Mais il faut aussi comprendre que ce même secteur privé se développe sur des infrastructures physiques, politiques et intellectuelles construites par les simples contribuables, en particulier dans les générations précédentes, qui ont cru à l'époque qu'elles pouvaient définir collectivement un avenir plus humain et plus responsable⁷¹.

Au Canada aujourd'hui, la construction active de non-savoir social passe aussi par le démantèlement des groupes écologistes et de ceux qui luttent pour l'équité. Il y a quelques années, j'ai écrit

69. Benjamin DeMott, *Junk Politics: The Trashing of the American Mind* (New York: Nation Books, 2003); Himmelfarb, « Cutting taxes gives us an unjust society, not a free lunch » (2011), 6.

70. Himmelfarb, « Cutting taxes gives us an unjust society, not a free lunch » (2011).

71. *Ibid.*, 6.

sur la manière dont on a systématiquement effacé de nos politiques l'idée d'un programme d'égalité entre les sexes. J'ai conclu à l'époque que cet effacement s'était effectué en trois mouvements : discréditer le message et les messagers ; démanteler les infrastructures organisationnelles ; faire disparaître le sujet dans les discours publics⁷². On voit maintenant que cette stratégie s'applique à un registre toujours plus large de groupes de la société civile. On a implacablement discrédité toutes les formes d'organisation de la société civile en considérant qu'elles ont des intérêts spéciaux ou qualifiés de radicaux, qu'elles sont peu représentatives de leurs membres ou des Canadiens ordinaires. On les a suspectées de blanchir de l'argent ou de faire le jeu d'intérêts étrangers. Les groupes actifs sur le terrain de la pauvreté, de la santé des autochtones, de l'installation des immigrants et de l'environnement ne sont plus subventionnés, leurs livres de comptes sont passés au peigne fin, on remet en cause leur statut d'organisme de charité ou, tout simplement, on les supprime. Le démantèlement systématique de cette infrastructure sociale est en lui-même étonnant, mais la raison invoquée — on y défend des droits — s'attaque au cœur même de l'État démocratique. En dehors des services tout à fait concrets que bon nombre de ces groupes fournissent à leurs communautés, la défense des citoyens est une part nécessaire du pluralisme démocratique, c'est le fil qui relie et qui nourrit les droits sociaux et politiques. Tirer sur le messenger nuit à tous⁷³.

L'élimination progressive du savoir social, j'en suis convaincue, est pourtant l'enjeu majeur pour le savoir universitaire, en ces temps incertains. Le financement des sciences sociales est à la baisse ; les

72. Janine Brodie, « We Are All Equal Now: Contemporary Gender Politics in Canada », *Feminist Theory* (2008), vol. 9, n° 2, 145-164.

73. Janine Brodie, « Manufactured Ignorance: Harper, the Census, and Social Inequality », *Canada Watch*, printemps 2011, 30-32, http://www.yorku.ca/robarts/projects/canada-watch/pdf/CW_Spring2011.pdf

chercheurs ont dû se plier à toutes sortes de conditions; certains services du gouvernement consacrés aux politiques sociales ont été fermés; des rapports de recherche ont été censurés et mis au rancart; on a empêché certains scientifiques employés par le gouvernement de faire connaître leurs recherches à la population, à la presse ou à d'autres chercheurs. Il y a quelques mois, le prestigieux magazine international *Nature* a publié une lettre ouverte pressant le gouvernement fédéral de cesser de réduire ses scientifiques au silence.

C'est ce bâillonnement qui sous-tend l'annulation du recensement avec questionnaire complet en 2010 et l'élimination progressive des données sociales qui a suivi cette décision sans précédent. Malgré la démission du statisticien en chef du Canada et les protestations de plus de 300 groupes, nombre d'entre elles du milieu des affaires lui-même et des instances infranationales, la suppression du recensement complet ne fut qu'un point de basculement. Le gouvernement a interrompu différentes collectes de données, depuis les mesures climatiques dans l'Arctique jusqu'aux enquêtes sur les autochtones canadiens et les personnes vivant avec un handicap. Et puis, maintenant sous la bannière de l'austérité, on a amputé le budget de Statistiques Canada plus encore que celui des autres services du gouvernement et la moitié de ses employés ont été avertis que leurs emplois étaient en danger. Tout cela ne peut guère déboucher que sur « moins d'enquêtes, moins de données et moins d'analyse⁷⁴ ». De plus, on a décidé de supprimer les fonds consacrés au Conseil national du bien-être social, qui avait pour mandat selon une loi du Parlement de publier tous les ans un rapport sur la pauvreté et les revenus de bien-être social⁷⁵.

74. Louise Egan, « Data Hounds Fearful of Canada Cuts Stats Budget », Reuters, mai 2012, <http://ca.reuters.com/article/businessNews/idCABRE84113S201205022>

75. Steve Kersteller, « Scrapping Welfare Council is a cheap shot by government that does not care for the poor », *Toronto Star*, 8 avril 2012.

L'Institut de la statistique des Premières nations et la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ont également été supprimés⁷⁶. Les statistiques sur l'emploi dans les universités et les programmes de contrats fédéraux ont disparu. Nous ne pourrions donc pas savoir si nos universités et les partenaires du secteur privé ont ouvert leurs portes aux minorités raciales, aux autochtones, aux personnes ayant un handicap ou aux femmes.

La disparition des sources critiques du savoir social promet d'économiser au contribuable autour de 40 millions de dollars, une somme certes tout à fait considérable, mais moins élevée que ce que coûte l'aile d'un chasseur à réaction F-35. Les compressions, ce ne sont pas forcément des économies. À qui profite la suppression des données sur le social? Qui en paie le prix? Les statistiques sociales sont une part essentielle du savoir social et de sa production. Ces données nous aident à mesurer nos progrès par rapport aux objectifs collectifs, à comparer le bien-être de différents groupes au fil du temps et par rapport aux autres pays de l'OCDE. Les données et l'analyse sociales sont des mesures qui permettent aux citoyens, aux organisations de la société civile tout comme aux gouvernements de repérer les facteurs critiques de l'intégrité sociale, y compris les écarts entre les riches et les pauvres, entre les personnes ayant un handicap, les autochtones et les autres Canadiens, hommes et femmes, immigrants récents et personnes nées dans le pays, entre les minorités visibles et non visibles. Ces données jouent également un rôle crucial pour faire tomber les obstacles auxquels se heurtent les défavorisés et les groupes les plus faibles. Les progrès concernant le droit à la citoyenneté se sont fondés sur la capacité des groupes qui luttent en ce domaine à la fois de se défendre en démontrant — notamment avec des données fiables de recensement — le refus

76. Trish Hennessy, « Federal Budget 2012: Death by 1,000 Cuts », 1^{er} avril 2012, www.policyalternatives.ca/publications/commentary/federal-budget-2012-death-1000-cuts

systemique de l'intégration complète à la société canadienne et, sur cette base, de demander réparation.

Les données sociales troublent aussi les programmes politiques, et en particulier ceux qui cachent les inégalités sociales croissantes, si caractéristiques du paysage politique actuel. En tant que chercheurs, nous nous devons de poser cette question évidente : comment pouvons-nous informer les Canadiens sur l'évolution des besoins sociaux ou contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des faits avec des données périmées ou insuffisantes ? En fait, nous ne pouvons pas. En tant que citoyens, nous devons poser cette autre question : comment pouvons-nous faire quelque confiance que ce soit aux politiques publiques, si importantes pour le bien-être de nos familles et de nos voisins, pour les besoins en pleine évolution de nos diverses communautés, ou pour la durabilité des environnements physiques de toutes les espèces et des générations à venir, quand ces politiques se servent de données peu fiables ou ne reposent sur aucune preuve scientifique ? En fait, nous ne pouvons pas.

Les Canadiens ont le droit de savoir comment le Canada s'en sort dans cette crise économique par rapport aux époques passées et aux autres pays. Ils ont aussi le droit de savoir si les politiques sont efficaces. Le recensement et d'autres collectes de données envoient des messages aux chercheurs du social, aux autres gouvernements, à la société civile, aux groupes de pression, à la population. Mais, au bout du compte, éliminer le message et les messagers est absurde. Le problème ne disparaît pas pour autant. Les inégalités et l'insécurité auxquelles nous faisons face dans la vie quotidienne, les inégalités intergénérationnelles, la détérioration de l'environnement, tout le monde peut les constater. On ne peut pas cacher non plus que la position canadienne est en chute libre dans les classements internationaux sur le plan du social et de l'environnement, et que les déclarations de la communauté internationale sont de plus en plus critiques.

En guise de conclusion : quelques réflexions personnelles

La Fondation Trudeau nous a demandé de parler un peu de nos itinéraires personnels, de nos débuts, dans mon cas en sciences politiques, et d'expliquer le choix de nos sujets de recherche. Décrire son propre parcours est plus difficile qu'il semble de prime abord. Ce sont souvent des hasards heureux qui conditionnent bien des aspects de notre vie, des rencontres fortuites qui influencent profondément notre manière de penser, même si l'on ne s'en rend pas compte sur le moment. Au cours d'une carrière, certaines portes s'ouvrent, d'autres se ferment et certaines autres encore, on vous les claque au nez. Et puis, contrairement aux chercheurs des sciences physiques qui peuvent consacrer toute leur carrière à la découverte d'une étoile lointaine, d'un gène ou d'un traitement contre le VIH, le travail des sciences sociales et des humanités est forcément réflexif. Nos critiques et nos solutions sont sans cesse remises en cause par les vecteurs changeants du pouvoir et du possible. Je peux dire que la politique m'a toujours intéressée. J'ai grandi dans une petite ville, dans l'Ontario d'Alice Munro des années 1950 et 1960. Nous prenions la partisanerie politique très au sérieux à l'époque, d'autant plus que ma famille était généralement du mauvais côté de la barrière politique de la ville. Avant l'âge de l'école, je me rappelle bien du désespoir absolu de mon grand-père devant l'écrasante majorité de Diefenbaker aux élections de 1958. Plus tard, les élections opposant Diefenbaker et Pearson seront des sujets de plaisanteries et de bravades dans la cour de l'école. Ma mère et mon père étaient profondément engagés dans leur communauté. La journée commençait inmanquablement avec le journal et les nouvelles de CBC accompagnaient toujours le repas du soir. Mes sœurs et moi avons été élevées dans l'idée que nous avons des responsabilités sociales et que la politique, c'était important. Notre député était chauve à souhait, ce qui permettait à une écolière armée d'un simple feutre de le transformer rapidement en un personnage fringant, moustache en guidon de vélo et tête bouclée. Parfois l'honorable représentant

de Middlesex Sud ressemblait comme deux gouttes d'eau à l'un des trois Stooges⁷⁷, tantôt il était le portrait craché de Charlie Chaplin. Bien entendu, je reconnais aujourd'hui que de tels détournements violaient la loi électorale canadienne et représentaient peut-être même une stratégie de dissuasion du vote, mais à l'époque j'étais un agent des rouges et cela faisait partie du sport de la politique partisane dans les petites villes ontariennes.

Désormais libérée par cette confession, je dois admettre que ce n'est pas la flamme de la partisanerie qui a allumé et entretenu mon intérêt pour la politique. C'est plutôt le savoir social, et en particulier la promesse éternelle que l'égalité et la justice progressent par le politique, qui m'ont poussée vers les sciences politiques. Mes années de formation ont été profondément marquées par les luttes du mouvement américain en faveur des droits civiques, les premières manifestations du mouvement féministe, et la promesse de Trudeau d'une société juste. Bien sûr, cette conception individualisée de la justice sociale a été critiquée d'emblée, entre autres par Harold Cardinal dont le livre, *La tragédie des Indiens du Canada*, illustre la dure réalité des sociétés des Premières nations. Les universitaires féministes et les critiques des questions raciales soulignèrent également que la notion d'égalité des droits des libéraux ne dérangeait en rien les hiérarchies sociales bien établies et les possibilités qui s'y rattachent. Mais ils plaçaient quand même l'idée d'une société juste au cœur de la scène politique. Et pour une jeune fille de l'Ontario d'Alice Munro, quand Trudeau déclarait que le Canada devait être une société juste, ces paroles résonnaient au plus profond. De même que sa définition de la politique comme un « ensemble de décisions visant à construire cette société⁷⁸ ».

77. Un trio comique américain actif au milieu du siècle dernier (note de la traductrice).

78. Pierre Trudeau (1968), www.findarticles.com/p/articles/mi_go2043/is_1_53/ai_n28826622/

Pour emprunter une formule du président Barack Obama, j'étais pleine d'enthousiasme et prête à aller en sciences politiques. Imaginez donc mon étonnement au premier cours de sciences politiques, quand le professeur expliqua que la politique était un système d'entrées et de sorties, de boucle de rétroaction et, plus encore, quand il déclara que l'idée de justice sociale relevait davantage de la philosophie, discipline où la question du « que se passe-t-il si ? » était bien maîtrisée. Les sciences politiques, selon lui, étudiaient le « que se passe-t-il ? », les faits concrets de la vie politique. Après avoir suivi bien d'autres cours et grâce à des professeurs à qui je dois tant, j'ai commencé à comprendre que la politique était toujours l'application de l'idée de quelqu'un sur le « que se passe-t-il si », dans le cas qui nous intéresse sur : « que se passe-t-il si on laisse le marché être le seul arbitre de la vie sociale ? » Les théories défendent toujours une certaine vision de la société et certains intérêts par rapport à d'autres⁷⁹.

Les sciences sociales ont bien des choses à dire sur la crise économique actuelle et l'insécurité que nous vivons. J'ai commencé cette conférence en exposant les arguments de certains spécialistes des sciences sociales importants contre les principes fondamentaux de la gouvernance par le marché. Ces experts, parmi lesquels de nombreux économistes, travaillent avec des réseaux politiques mondiaux aussi influents que le Forum économique mondial, le FMI et l'OCDE. Des recherches sociologiques sérieuses démontrent que les sociétés équitables ont de meilleurs résultats, selon toutes sortes d'indicateurs sociaux allant de l'éducation à la mobilité sociale, du taux de criminalité aux statistiques sur la santé⁸⁰. Les chercheurs en

79. Robert Cox, « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory », dans R. O. Keohane (dir.), *Neorealism and Its Critics* (New York: Columbia University Press, 1986), 204-254.

80. Richard Wilkinson et Kate Pickett, *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone* (New York: Penguin Books, 2009).

sciences sociales indiquent que les inégalités de revenu sont l'un des ressorts de la Grande Crise et, que sans investissements sociaux, sans redistribution des richesses, la reprise économique restera difficile à atteindre⁸¹. D'autres études comparatives démontrent que la justice sociale et une économie performante ne sont pas mutuellement exclusives, mais au contraire qu'elles se renforcent l'une l'autre⁸². De tels résultats coïncident aussi avec les priorités politiques de la population canadienne. Un sondage national mené l'année dernière, par exemple, révèle que la grande majorité des Canadiens croient que le Canada devrait réduire les écarts entre les riches et les pauvres (82 %) et que le système fiscal est injuste. La majorité partage aussi l'idée que les impôts sont un bien commun, conçus pour améliorer la qualité de la vie. Les Canadiens ne craignent pas la criminalité dans leurs quartiers. Pas plus qu'ils ne pensent que de plus lourdes peines seraient efficaces dans la lutte contre le crime. Le système de santé publique reste l'expression la plus importante de leur savoir social⁸³. Les sciences humaines et les sciences sociales ont un rôle crucial à jouer dans la construction d'un nouveau savoir social pour ces temps incertains. Nous ne pouvons pas fournir de solutions immédiates ou toutes faites à des problèmes complexes qui en fait réclament des décisions démocratiques. Notre métier est justement de travailler, pas seulement avec les gouvernements mais avec

81. Rajan Raghuram, *Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World* (Princeton N.J.: Princeton University Press, 2010); Robert Reich, *Beyond Outrage: What Has Gone Wrong With Our Economy and Our Democracy and How to Fix it* (New York: Alfred A. Knopf, 2012); Paul Krugman, *End This Depression Now* (New York: W.W. Norton Company, 2012); «Free Exchange: Body of Evidence», *The Economist*, 17 mars 2012.

82. Bertelsmann Stiftung Foundation, «Strong Variations in Social Justice within the OECD» (27 octobre 2011), www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/bst_eng/hs.xsl/nachrichten_11093.htm

83. Environics Institute, «Income Inequality and Tax Fairness: Canadian Public Opinion and Priorities» (2012), www.environicsinstitute.org/PDF-TaxFairnessSummit-PresentationPublicOpinion.pdf

différentes catégories de la population, à analyser et, oui, à critiquer les hiérarchies sociales et les politiques publiques qui s'opposent à un présent et à un futur plus viables et plus justes.

Ces contributions sont vitales pour une société démocratique saine et ouverte. Un savoir pour un monde incertain exige un marché d'idées qui active l'imaginaire social sur les possibilités de la politique au sens large du terme. Pour paraphraser le critique littéraire Northrop Frye, le rôle fondamental de l'imagination [sociale] est de produire, à partir de la société où nous vivons, une vision de celle où nous aimerions vivre⁸⁴.

84. Northrop Frye, *The Educated Imagination* (Toronto: House of Anansi Press, 1997), 86.